

# Mission de l'UDC: figer l'or de la BNS

**> Réserves** Une initiative veut imposer des règles strictes et demande en particulier le rapatriement du métal jaune

**> Le parlement va très probablement la rejeter**

Bernard Wuthrich BERNE

L'or. Blaise Cendrars, Richard Wagner l'ont raconté, mis en scène, en musique, en lumière. L'or est source de fantasmes et d'espérances. L'or est au cœur d'une initiative populaire dont débat ce jeudi le Conseil des Etats. Intitulée «Sauver l'or de la Suisse», mais plus communément nommée «initiative sur l'or», elle plonge ses racines dans l'histoire des fonds en déshérence des années 1990. «A l'époque», raconte l'un des initiateurs, le conseiller national Luzi Stamm (UDC/AG), «on avait envisagé de vendre une partie de l'or de la BNS pour financer la Fondation Suisse solidaire. Le peuple a dit non. Mais l'idée de vendre l'or de la BNS n'a pas été abandonnée pour autant.»



Lingots. L'or de la BNS se trouve, pour 70% de sa masse, en Suisse; 20% se trouvent au Royaume-Uni et 10% au Canada. ARCHIVES

En effet, sur la base de la nouvelle Constitution fédérale de 2000, la Banque nationale suisse a vendu la moitié de sa fortune aurifère – 1300 tonnes sur 2590 – entre 2000 et 2005. Cela lui a rapporté 21 milliards de francs, somme qui, faute d'entente politique pour l'attribution de cette manne providentielle, a été versée pour un tiers à l'AVS et pour deux tiers aux cantons. «La BNS a vendu son or au moment où le prix était le plus bas et a ainsi gaspillé des dizaines de milliards de francs», accuse Luzi Stamm.

En 2007, la BNS a cédé une seconde tranche de 250 tonnes et elle conserve aujourd'hui un paquet de 1040 tonnes, dont la localisation a été, pour la première fois, révélée par son patron, Thomas Jordan, l'an dernier: 70% se trouve en Suisse, 20% (200 tonnes) est déposé à la banque centrale d'Angleterre et 10% (100 tonnes) auprès de celle du Canada.

Voilà un autre élément qui énerve Luzi Stamm: «Cet or doit se trouver

en Suisse. En cas de crise, il est illusoire de croire qu'on pourra le rapatrier», s'emporte-t-il. Peu de temps avant les élections fédérales de 2011, un comité constitué d'une quinzaine de personnes, toutes membres de l'UDC (dont Ulrich Schlüter et Oskar Freysinger), a décidé de lancer une initiative pour exiger de la BNS qu'elle cesse de vendre son or, qu'elle s'assure qu'au moins 20% de ses réserves soient faites de ce métal et que celui-ci soit exclusivement stocké en Suisse.

Une fois n'est pas coutume, la BNS a pris position sur cette initiative politique, car elle la touche directement. Lors de l'assemblée générale d'avril 2013, Thomas Jordan s'est longuement exprimé. «Les mesures proposées reposent sur des malentendus à propos de la signification de l'or pour la politique monétaire. Elles restreindraient la marge de manœuvre de la BNS et compliqueraient, dans certaines situations,

l'exécution de son mandat en matière de politique monétaire», a-t-il alors objecté.

«La récente crise a montré combien il est important que la BNS puisse étendre son bilan en cas de nécessité», poursuivait-il. Il faisait allusion aux décisions prises en 2011,

**Luc Recordon: «Les auteurs de l'initiative témoignent une curieuse sacralisation de l'or»**

lorsque la BNS a imposé un cours de change minimal de 1,20 franc pour 1 euro. «La BNS aura besoin de flexibilité à l'avenir également», argumentait Thomas Jordan en rejetant l'obligation de disposer de 20% d'or inaliénable dans ses réserves. Il soulignait par ailleurs que cela con-

traindrait la BNS à commencer par acheter de l'or pour atteindre le seuil des 20%, une fortune que l'initiative interdirait ensuite de revendre.

Quant à l'idée de rapatrier les 30% entreposés en terres anglo-saxonnes, Thomas Jordan n'en voit pas la justification. «Le stockage décentralisé en Suisse et à l'étranger répond à l'exigence d'une gestion prudente. Elle garantit que la BNS puisse disposer de ses réserves d'or en cas de crise», a-t-il ajouté.

Le conseiller aux Etats Luc Recordon (Verts/VD) est rapporteur de la Commission de l'économie ce jeudi. S'il concède «ne pas avoir une foi absolue envers les banquiers centraux», il appuie la position de la BNS dans ce dossier. «Les auteurs de l'initiative témoignent une curieuse sacralisation de l'or. Il y a un côté fantasmé dans leur démarche. Ils pourraient aussi exiger que la BNS achète du lithium ou du coltan. Il faut rejeter cette initiative, car la BNS doit pou-

voir agir librement et de manière flexible. En 2001, on était bien content qu'elle puisse prendre des mesures rapides contre la hausse du franc. Cela a calmé le jeu. Il ne faut pas lui imposer des règles rigides. Il est juste de ne pas tout conserver au même endroit et ce serait une sottise de lui interdire de vendre de l'or, car il perdrait toute valeur», commente-t-il.

L'initiative sera rejetée ce jeudi par le Conseil des Etats et probablement, en juin, par le Conseil national. La votation pourrait intervenir en fin d'année. Luzi Stamm est conscient que ce sera difficile de convaincre les électeurs avec un sujet assez technique. «J'ai dit l'autre jour à Ulrich Schlüter qu'il était plus facile de gagner sur l'immigration que sur l'or», ricane l'Argovien.

Deux initiatives qui voulaient affecter les réserves de la BNS à l'AVS ont déjà échoué devant le peuple en 2002 et en 2006. Celle de 2002 émanait d'ailleurs de l'UDC.

## Les projets Interreg sont maintenus

**> 9 février** Pas d'effet sur la coopération

Yves Petignat BERNE

Les régions frontalières qui comptent sur les projets de coopération Interreg avec les régions européennes devraient être rassurées: la votation du 9 février ne remettra pas en cause les programmes 2014-2020 déjà adoptés. «La Commission européenne n'a nullement l'intention de sanctionner les régions frontalières de la Suisse», a assuré le ministre de l'Economie, Johann Schneider-Ammann, en réponse à une interpellation du conseiller aux Etats Claude Héche (PS/JU).

Depuis 2008, les programmes Interreg, développés par les régions et cantons frontaliers, sont intégrés dans la nouvelle politique régionale dirigée par le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco). Le programme 2014-2020 devrait être comparable, voire supérieur, à celui qui vient de s'achever. La Suisse avait mis quelque 10 millions de francs à disposition des cantons voisins de la France pour des projets tels que la promotion des microtechniques, le covoiturage ou des projets de réseautage entre entreprises françaises et suisses. L'UE avait mis à disposition des régions françaises voisines 55 millions d'euros (67 millions de francs).

### Ouverture

Or, selon le conseiller aux Etats jurassien, les critères appliqués pour l'élection de projets aux subventions sont d'abord axés sur la croissance économique. Il craignait dès lors que, à la suite du vote du 9 février, des projets d'importance comme la culture ou la formation ne soient plus subventionnés. Selon lui, la Suisse aura plus besoin que jamais de raviver la coopération avec les régions frontalières pour compenser les effets négatifs du retour aux continents.

Sur ce point, Johann Schneider-Ammann assure que le Seco mettra en œuvre une définition moins stricte des thématiques encouragées: «Un projet culturel peut également renforcer la vitalité économique d'une région, par exemple en induisant une augmentation durable de des nuitées.»

## Ueli Maurer tient à son plan de fermetures de casernes

**> Armée** Pas de sursis pour Sion et Moudon

Sion devra sans doute se résigner à accepter le départ de l'aérodrome militaire avec ses emplois spécialisés, alors que les habitants de Vugelles-La Mothe, dans le Nord vaudois, continueront à subir les détonations des exercices de tir par-dessus leurs têtes. De même, peu de chances de voir la Défense revenir sur la fermeture de la caserne de Moudon.

La réponse du ministre de la Défense, Ueli Maurer, à l'interpellation du conseiller aux Etats Luc Recordon (Verts/VD) ne laisse guère de doute: le conseiller fédéral a bien l'intention de s'en tenir à son projet primitif.

Le conseiller aux Etats Jean-René Fournier (PDC/VS), qui relevait que le seul canton du Valais contribuait à plus de 30% aux efforts de réorganisation de l'armée, ne pouvait que se montrer déçu au sujet de l'inéluctable fermeture de l'aérodrome militaire de Sion. Certes, le ministre a promis la création d'une centaine d'emplois liés à l'implantation d'une école de recrues de police et de sécurité militaires pour compenser en partie le déplacement des emplois spécialisés de Sion à l'aérodrome de Payerne. Pour la quarantaine d'apprentis, une solution provisoire est également étudiée pour leur formation en Valais.

Mais au final, «nous allons perdre

ainsi une trentaine d'emplois hautement spécialisés», regrette Jean-René Fournier.

S'agissant de la situation des habitants de Vugelles-La Mothe, dont la situation a été qualifiée d'insupportable par Luc Recordon, des mesures pour respecter l'ordonnance contre le bruit seront certes prises. Mais pas question de renoncer à cette place de tir trop importante pour l'infanterie. Luc Recordon aurait voulu envoyer les soldats tirer au lac Noir (FR). Mais, selon l'armée, cette place de tir se trouve trop loin du Nord vaudois, et sera fermée.

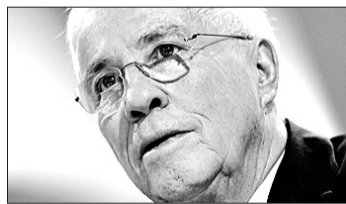
Ueli Maurer tient à fermer la caserne de Moudon, que le sénateur vaudois craint de voir transformée en centre fédéral de requérants d'asile. Car l'armée préfère conserver l'autre caserne, vaudoise, à Chamblon, près d'Yverdon, dont les terrains sont plus vastes.

### Conseillers dans les ambassades

Enfin, le Conseil des Etats a accepté un projet autorisant le DDPS à affecter trois conseillers militaires, en tenue civile, pour conseiller les ambassades de Suisse pour les questions de sécurité. La première mission concernera l'ambassade du Caire. **Y. P.**

## «Erasmus+ a été gelé avant la votation, pour des questions financières»

### Questions à



**Christoph Blocher**  
Conseiller national (UDC/ZH), vice-président du parti

«Pouvez-vous me donner le nom d'un étudiant qui ne peut pas étudier à l'étranger dans les deux ans à venir? Je n'en connais pas. Si un étudiant a des problèmes, qu'il m'écrive! Je l'aiderai.» Cette petite phrase prononcée mardi par Christoph Blocher sur les ondes de la RTS, à propos du gel de la participation de la Suisse aux programmes Erasmus et Horizon 2020, a fait mouche. Ni une, ni deux, les réseaux sociaux se sont enflammés. Mercredi, les Jeunes socialistes vaudois l'ont pris au mot. Ils ont lancé un site internet baptisé «Helpline Blocher», où ils incitent les étudiants à lui écrire directement à son adresse parlementaire. Des centaines de témoignages ont afflué sur le site. L'ex-conseiller fédéral maintient ses déclarations: «Je ne connais toujours pas concrètement d'étudiant qui aurait de réelles difficultés à partir étudier à l'étranger à cause de la votation.»

**Le Temps: Avez-vous été inondé de messages d'étudiants depuis vos déclarations?**

**Christoph Blocher:** Depuis l'action des Jeunes socialistes, j'ai reçu environ 120 mails (en fin d'après-midi, 119 textes étaient lisibles sur le site et plus de 500 autres en attente, selon le porte-parole des Jeunes socialistes vaudois, ndlr). On voit que les Jeunes socialistes ont du temps à perdre! Mais j'avais aussi reçu des messages avant, car j'ai tenu des propos similaires dans la presse allemande sur Erasmus. Tous ces messages sont organisés!

**– Organisés? Que voulez-vous dire?**

– Oui, sollicités, pilotés, par les Jeunes socialistes. Beaucoup de messages restent vagues, peu concrets. Je suis toujours à la recherche d'étudiants qui seraient réellement pénalisés par l'acceptation, le 9 février, de notre initiative «Contre l'immigration de masse». Pour l'instant, un cas allemand, d'un jeune qui voulait étudier l'histoire de l'art aux Pays-Bas, a attiré mon attention. Je l'ai contacté. J'attends plus de détails. Et sur les 120 mails reçus depuis l'action des Jeunes socialistes vaudois, seuls deux étudiants romands pourraient présenter des cas un peu crédibles, mais je dois encore le vérifier. Je les lis, je les prends au sérieux. Mais vous savez, la plupart des étudiants s'insurgent alors qu'ils n'ont même pas fait de demande de programme d'échange entre universités!

**– Franchement, ne cherchez-vous pas à simplement minimiser les effets de la votation sur Erasmus?**

– Non. Je le répète: je n'ai toujours pas trouvé d'étudiant dont les plans ont été bloqués à cause du 9 février. Et Erasmus+ a été gelé déjà avant la votation, pour des questions financières. Parce que tout d'un coup Bruxelles a exigé une participation à hauteur de 600 millions de francs, au lieu des 300 millions avalisés par le parlement pour sept ans. C'est cela qui bloque. Rien à voir donc avec la votation (le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann a confirmé mercredi à la radio SRF avoir reçu avant le vote une demande de l'UE exigeant plus de moyens de la Suisse que le montant décidé par les Chambres fédérales, ndlr).

**– Comment comptez-vous «aider» les étudiants rejetés par Erasmus?**

– Pas financièrement. Ce n'est pas dans ce sens que je parle d'«aider». Mon but est de trouver d'autres solutions, de prouver que l'on n'a pas besoin de passer par Bruxelles. L'argent, on l'a, notamment grâce aux 300 millions de francs économisés maintenant avec Erasmus+! Les universités devraient donc pouvoir financer des semestres à l'étranger pour certains étudiants. De toute façon, jusqu'à maintenant, il y avait une sélection, tous les étudiants ne pouvant pas profiter d'Erasmus.

**– En fait, pour vous, Erasmus ne sert à rien?**

– Je n'ai pas dit cela. Je ne suis pas contre le fait que des étudiants suisses partent à l'étranger si c'est vraiment pour étudier. Ma deuxième fille a d'ailleurs profité d'Erasmus (c'était le cas avant les accords bilatéraux). Elle est partie au Danemark. Mais encore une fois: il y a d'autres solutions pour financer des études à l'étranger.

**– Allez-vous aussi répondre aux Romands, considérés comme ayant une «conscience nationale plus faible»?**

– Ah, vous faites allusion à la polémique suite à mon interview dans la *Basler Zeitung*. Mes mots ont peut-être été mal compris. Je ne voulais pas dire que les Romands étaient moins patriotes, juste qu'ils ont une sensibilité différente, vous avez surréagi. Si vous dites «des Suisses allemands sont moins ouverts», je ne m'en offusquerai pas. Oui, je répondrai à des étudiants romands si des cas s'avèrent vraiment problématiques. Pour l'instant ce n'est pas le cas.

**Propos recueillis par Valérie de Graffenried**

● L'appel lancé mardi par l'Union des étudiants de Suisse pour marquer la volonté du monde académique suisse de continuer à participer aux programmes européens de formation et de recherche a connu un vif succès. Il a recueilli plus de 10 000 signatures en moins de 24 heures. (ATS)